



ARRÊTÉ N° 90-E- 505 du - 4 AVRIL 1990

portant autorisation à la S.N.C. CARRIERES TOUZET d'exploiter une carrière  
de gneiss sur le territoire de la commune de PARNAC.

LE PREFET,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code Minier et notamment son article 106 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi du 27 Septembre 1941 modifiée portant règlement des fouilles archéologiques ;
- VU le loi n° 80-532 du 15 Juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;
- VU le décret n° 79-1108 du 20 Décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;
- VU le décret n° 80-330 du 7 Mai 1980 modifié relatif à la police des mines et carrières ;
- VU le décret n° 80-331 du 7 Mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
- VU la déclaration, faite en Mairie le 16 Mars 1961 et enregistrée en Préfecture sous le n° 454, relative à l'ouverture d'une carrière de gneiss située sur le territoire de la commune de PARNAC au lieu-dit "la Boissière" ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 73-5335 du 12 Décembre 1973 portant autorisation à M. Marcel TOUZET de poursuivre l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU la demande en date du 24 Août 1989, déposée à la Préfecture de l'Indre le 25 Août 1989, présentée par la Société CARRIERES TOUZET S.A. dont le siège social est à SAINT BENOIT DU SAULT au lieu-dit "la Boissière" en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée et l'autorisation d'étendre la dite carrière ;
- VU la lettre de la SNC CARRIERES TOUZET en date du 29 Janvier 1990 informant M. le Préfet de l'Indre des nouveaux statuts de la Société CARRIERES TOUZET ;

.../...

- VU l'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n° 89-E-2001 du 5 Octobre 1989 et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction de la demande ;
- VU les mémoires établis par le demandeur en réponse aux avis et observations ;
- VU l'étude hydrogéologique produite par le demandeur en réponse à l'avis exprimé par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU les dispositions du Plan d'Occupation des Sols de ST BENOIT DU SAULT approuvé par arrêté préfectoral du 1er Juillet 1981 ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche en date du 19 Février 1990 ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières réunie le 15 Mars 1990 ;
- Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

### A R R E T E :

Article 1er - La SNC CARRIERES TOUZET dont le siège social est à SAINT BENOIT DU SAULT au lieu-dit "la Boissière" est autorisée à exploiter une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de PARNAC aux lieux-dits "le Terrier", "la Rochille" et "les Balets" dans les parcelles cadastrées section C n° 29, 30, 1166, 1167, 1168, 1198, 1199, 1260 et 1262 pour une superficie de 12 ha 26 a 62 ca (douze hectares vingt six ares soixante deux centiares).

Article 2 - La demande présentée par la S.N.C. CARRIERES TOUZET en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre la carrière visée à l'article 1er sur le territoire de la commune de SAINT BENOIT DU SAULT aux lieux-dits "Pré de la Boissière" et "les Grands Prés de la Carrière" dans les parcelles cadastrées section AE n° 112, 113 et 250 est refusée.

Article 3 - La durée de l'autorisation est fixée à 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins six mois avant la date d'expiration de cette dernière.

Article 4 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

.../...

Elle est accordée sans préjudice de l'observation des réglementations relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales et au travail.

En particulier, en application des articles 5 et 22 de l'ordonnance n° 59-115 du 7 Janvier 1959, l'exploitant devra établir une convention avec les collectivités locales concernées pour la réparation des détériorations anormales de la voirie résultant de l'exploitation de la carrière.

Article 5 - Toute découverte archéologique fortuite sera conservée et immédiatement signalée aux Circonscriptions Régionales des Antiquités Préhistoriques et des Antiquités Historiques.

M. le Directeur de la Circonscription Régionale des Antiquités Préhistoriques sera en outre informé au moins quinze jours à l'avance par lettre des travaux de décapage.

Article 6 - L'exploitation est soumise aux dispositions des décrets n° 80-330 du 7 Mai 1980 relatif à la police des mines et carrières et n° 80-331 du 7 Mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ; en particulier :

- . Il sera procédé à un bornage du périmètre de l'exploitation dès l'obtention de la présente autorisation. Un plan de bornage sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche et les bornes seront maintenues visibles pendant toute la durée de l'exploitation.
- . Il sera procédé sur les lieux de l'exploitation, à l'aide de panneaux, à l'affichage réglementaire comportant le nom et l'adresse de l'exploitant et les numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
- . L'exploitant devra, éventuellement par la pose d'une clôture, prendre les mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détrit, d'ordures ménagères ou de déchets à l'intérieur de la fouille.
- . L'accès à la zone d'exploitation et à toute autre zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace.
- . Des panneaux signalant le danger seront installés sur le périmètre de l'exploitation et en particulier sur les chemins d'accès et à proximité de la zone d'exploitation.
- . Les bords de l'excavation seront maintenus à une distance horizontale de dix mètres au moins :
  - des limites du périmètre autorisé
  - de l'emprise du chemin rural dit ancien chemin de SAINT

BENOIT à PARNAC.

Article 7 - L'exploitation sera conduite conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ; en particulier, les conditions suivantes seront respectées :

.../...

- . le phasage prévu sera respecté
- . Toute extraction sur les parcelles cadastrées section C n° 1166, 1198, 1199 et 1262 est interdite.
- . La découverte sera effectuée de façon sélective en deux couches dont la première correspondra exclusivement à l'horizon supérieur humifère. Ces terres devront être conservées séparément pour être utilisées lors du réaménagement de l'excavation et de ses abords.
- . La profondeur d'extraction sera limitée à 30 mètres par rapport au niveau du ruisseau "le Portefeuille".
- . L'exploitation sera réalisée par gradins de hauteur maximale 15 mètres séparés par des banquettes horizontales de largeur minimale 15 mètres.
- . Les zones abandonnées de la carrière non nécessaires à la poursuite de l'exploitation feront l'objet des opérations suivantes :
  - les talus seront rectifiés selon un contour régulier et dressés à une pente maximale de 70°.
  - les gradins, de hauteur maximale 15 mètres, seront séparés par des banquettes horizontales de largeur 10 mètres. Ces banquettes seront recouvertes de terres végétales puis revegetalisées (semences mixtes de gazons et d'espèces arbustives) ; celles situées au dessus de la cote NGF 200 seront en outre plantées d'arbres.
  - tous les 5 ans, l'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche dans un mémoire accompagné de plans justificatifs l'avancement des travaux de remise en état des lieux ainsi que son programme d'extraction pour les 5 années suivantes.

#### Article 8 : Prévention des Nuisances :

##### 1° - Vibrations :

les tirs de mines ne pourront être exécutés que si le rapport  $D/\sqrt{Q}$  est supérieur à 35.

D étant la distance horizontale exprimée en mètres entre la maison d'habitation ou tout bâtiment occupé par des tiers les plus proches et les mines.

Q étant la quantité d'explosifs exprimée en kilogrammes de la charge instantanée maximale.

##### 2° - Bruit :

- . La carrière et l'installation de traitement des matériaux seront aménagées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

.../...

- . Les niveaux sonores, mesurés en limite de propriété, ne devront pas dépasser les valeurs suivantes en période de jour (7 h à 20 h) :

Points de mesure	Valeur de base	Termes correctifs en fonction de la zone	Total
Limites Nord, Ouest et Sud	45 dBA	+ 15 dBA	60 dBA
Limite Est	45 dBA	+ 20 dBA	65 dBA

Les valeurs totales ci-dessus sont diminuées de 5 dBA de 6 h à 7 h.

- . le fonctionnement des installations de traitement de matériaux est interdit de 20 h à 6 h ainsi que les dimanches et jours fériés.
- . le concasseur primaire sera déplacé et implanté en fond de fouille.
- . les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés sur la carrière devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

### 3° - Pollution des eaux :

Les travaux d'entretien des engins d'extraction et de transport ne seront réalisés que sur une aire étanche spécialement préparée à cet effet.

Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides susceptibles de polluer les eaux qui seraient accidentellement répandus sur cette aire seront collectés dans un bassin de rétention étanche pour être récupérés par une entreprise spécialisée.

Les huiles provenant des vidanges seront récupérées, stockées dans des fûts étanches et remises à un ramasseur agréé.

Les stockages aériens de carburants et d'huiles seront munis de cuvettes de rétention étanches dont les capacités seront au moins égales au volume des réservoirs.

Tout déversement accidentel de produits susceptibles de polluer les eaux souterraines ou superficielles sera immédiatement repris et évacué.

Toutes les eaux recueillies sur la carrière (eaux superficielles, eaux d'exhaure) seront collectées et traitées ; elles présenteront les caractéristiques suivantes avant rejet dans le ruisseau "le Portefeuille" :

- . Matières en suspension (MeS)  $\leq 20$  mg/l
- . Demande biologique en oxygène (DBO5)  $\leq 3$  mg/l
- .../...

- . Demande chimique en oxygène (DCO)  $\leq 20$  mg/l
- . Température  $\leq 25^{\circ}\text{C}$
- . pH compris entre 6,5 et 8
- . Leur couleur ne devra pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.

Des contrôles des eaux rejetées portant sur les paramètres ci-dessus seront réalisés tous les 6 mois par l'exploitant. Les résultats de ces contrôles seront transmis à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche.

#### 4° - Poussières :

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Tous les postes ou parties d'installation susceptibles d'émettre des poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions ; en particulier :

- les poussières émises par l'installation de traitement des matériaux seront captées et abattues par pulvérisation d'eau.
- . le groupe de foration des trous de mines sera équipé d'un dispositif de récupération des poussières.
- . les voies de circulation seront arrosées en tant que de besoin en périodes de sécheresse.

#### 5° - Transport :

L'entrée des véhicules de transport sur la carrière et leur sortie s'effectueront en partie Nord de la carrière.

#### 6° - Délais :

Les prescriptions ci-dessus relatives aux vibrations, à l'arrosage des voies de circulation et à l'interdiction de fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux sont applicables dès la notification du présent arrêté.

Les autres prescriptions du présent article seront respectées au plus tard le 30 Juin 1991.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de l'Indre avant le 31 Décembre 1990 un état descriptif des aménagements réalisés à cette date en indiquant les performances obtenues et des aménagements dont la réalisation est prévue avant le 30 Juin 1991 en vue de satisfaire à ces prescriptions.

#### 7° - Contrôles :

Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche pourra demander que des contrôles (vibrations, bruits, poussières, eaux rejetées) soient effectués par des personnes ou organismes qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais résultant de ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

Article 9 - Remise en état des terrains exploités :

Dès l'achèvement de l'exploitation, les terrains exploités seront remis en état suivant les indications du dossier de demande d'autorisation ; en particulier :

- . Tous les matériels quels qu'il soient devront être enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux.
- . Les abords de fouille devront avoir été régalez et nettoyés.
- . Les bassins de décantation des eaux seront intégralement remblayés.
- . L'excavation résiduelle sera rectifiée selon un contour régulier en un plan d'eau sans îlot ni cordon résiduel dont le fond aura été préalablement régalez et nettoyé.

Une surverse sera réalisée vers le ruisseau "le Portefeuille" par busage sous le chemin rural dit ancien chemin de SAINT BENOIT à PARNAC.

Une clôture efficace et résistante sera mise en place entre le chemin rural et le plan d'eau.

- . Les fronts de taille de hauteur maximale 15 mètres seront rectifiés, purgés et profilés à 70° maximum.
- . Les banquettes horizontales de largeur minimale 10 mètres séparant les gradins seront recouvertes de terres végétales provenant de la découverte (épaisseur minimum 1 mètre) et ensemencées (semences mixtes de gazon et d'espèces arbustives). Celles situées au dessus du plan d'eau (cote NGF 200) seront de plus plantées d'arbres.
- . Toutes les aires résiduelles (aires de travail, de stockage,...) situées au dessus du plan d'eau seront recouvertes de terres végétales provenant de la découverte (épaisseur minimum 1 mètre) et engazonnées.

Les travaux ci-dessus seront terminés au plus tard à la date d'échéance de la présente autorisation.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente autorisation, son titulaire devra adresser à M. le Préfet de l'Indre une notice décrivant dans le détail l'état des lieux après remise en état comme indiqué à cet article.

Article 10 - Modification des conditions d'exploitation.

Tout projet de modification des conditions d'exploitation ou de réaménagement de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 11 - Abandon des travaux.

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux et quatre mois avant la fin de la remise en état, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

.../...

La déclaration, produite en huit exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 10 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

#### Article 12 - Sanctions.

Sans préjudice des sanctions de toute nature prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues aux articles 141 et 142 du Code Minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation en particulier en ce qui concerne la remise en état des terrains.

Article 13 - L'arrêté préfectoral n° 73-5335 du 12 Décembre 1973 portant autorisation à M. Marcel TOUZET d'exploiter une carrière située sur le territoire de la commune de PARNAC est abrogé.

Article 14 - Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche (2 exemplaires) aux Maires de PARNAC et SAINT BENOIT DU SAULT, aux Directeurs et Chefs de Services consultés lors d' l'instruction de la demande. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur, inséré dans un journal régional ou local, diffusé dans le département et affiché par les soins du Maire de PARNAC.

Article 15 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame le Maire de PARNAC, M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, MM. les Directeurs et Chefs de Services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation  
Le Chef de Bureau délégué

A.-Marie YVERNAULT

Signé : Jean-René GARNIER